

## S'il vous plaît, ne fermez pas les yeux !

Enlever, frapper, torturer, dégrader physiquement et moralement, menacer d'exercer des représailles sur les familles, voici les nouvelles pratiques de 2011 pour réduire la dissidence, pour faire taire des démocrates. Désormais les militants sortent de prison terrorisés, ils ne parlent plus, ils ne veulent plus voir personne, ils sourient d'un air gêné, eux qui jusqu'alors se montraient intrépides et indomptables, malgré les contrôles policiers subis depuis des années et les incarcérations à répétition. La répression chinoise est devenue effrayante en quelques mois.

Sur les cinquante dissidents connus incarcérés depuis février (il y en eut sans doute bien plus dans l'immensité chinoise), seuls deux ont repris la parole parce qu'ils ne voulaient pas donner raison à leurs tortionnaires. L'avocat Jiang Tianyong, l'artiste Ai Weiwei ont osé dire, à mots en partie couverts et avec retard car toujours menacés, tout ce qu'ils avaient enduré ; ajoutant que pour certains de leurs amis, cela avait été bien pire. Des coups qui laissent des traces, qui font perdre la mémoire, deux mois au noir dans une cellule, des immobilisations qui atrophiaient les muscles, sans parler des privations de médicaments et de la sous-alimentation, voire des menaces de viol sur les filles des prévenus, c'est ainsi que le régime veut anéantir le désir de liberté, de dignité et d'humanité présent dans les cœurs de Chine comme partout ailleurs.

On ne peut qu'être accablé par la difficulté de se faire entendre. Dans ce bulletin même, nous ne pouvons parler de tout. Sauf exceptions, il n'y est pas question des conflits publics impliquant moins de deux cents personnes, des détentions de quelques jours, des violences carcérales si elles ne se traduisent pas par un décès, des enlèvements de quelques semaines, des détentions en prison clandestine, des rapatriements forcés de pétitionnaires, etc. Nous ne disons pas tout ce que nous connaissons car le bulletin ferait cinquante pages au lieu de dix et surtout nous ne connaissons pas tout. Nombre de militants dans le fond des provinces ne sont protégés ni par leur célébrité, ni par leurs relations et n'ont pas accès aux sources extérieures de

diffusion des informations.

Le silence de la société internationale est tout aussi éprouvant. Avec quelle complaisance le personnel politique, les institutions européennes et les hommes d'affaires voient dans toutes ces exactions l'accompagnement acceptable d'un développement accéléré. D'un développement dont ils ne doutent pas : gratte-ciel, autoroutes, cités-fantômes inoccupées, omniprésence des produits chinois sur les marchés mondiaux, ça ne peut pas tromper, n'est-ce pas ? Il faut donc en profiter.

La Chine demande à l'Europe de se comporter en «ami sincère» et de reconnaître en elle une économie de marché. L'amitié avec la Chine, les dirigeants européens n'ont que ce mot à la bouche. Ce que la Chine espère, c'est que sautent les dernières barrières à l'exportation de marchandises et de capitaux vers l'Europe. Pour que les entreprises, dont les marges dépassent tout ce qu'on voit ailleurs puisqu'elles donnent peu à leurs salariés, puissent élargir leur champ d'action ; et pour que les réserves de devises accrues permettent de mieux pénétrer le secteur industriel européen ou de devenir créancier des États.

La politique chinoise a sa cohérence. Le parti se réclame sans cesse d'une société d'harmonie, mais il raye des élections locales les candidatures indépendantes et terrorise les démocrates en faisant tout pour qu'on ignore les sévices carcéraux ; de même sur le plan international, il affirme ne vouloir que la paix alors qu'il accroît fortement son budget de défense, menace de guerre les Taiwanais s'ils allaient vers l'indépendance, envoie de gros navires dans les eaux vietnamiennes ou philippines, soutient affectueusement les régimes syrien et yéménite. Le double langage n'invite pas à «l'amitié sincère» demandée par Beijing. Il n'est pas difficile à déceler. Encore faut-il au moins ressentir un peu de compassion pour les admirables démocrates chinois, ne pas les oublier alors qu'ils sont plongés dans de terribles épreuves. Encore faut-il OUVRIER GRAND LES YEUX.

# SOMMAIRE

---

<b>Répression des militants des droits civiques</b> .....	<b>2</b>
<b>Démocratie, liberté d'expression</b> .....	<b>4</b>
<b>Contrôle de l'Internet</b> .....	<b>5</b>
<b>Appareil judiciaire, avocats, criminalité</b> .....	<b>6</b>
<b>Conditions ouvrières, pollution industrielles, conflits du travail</b> .....	<b>6</b>
<b>Conflits de masse, évictions foncières</b> .....	<b>7</b>
<b>Minorités ethniques</b> .....	<b>8</b>
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
<b>Hongkong. Macao</b> .....	<b>9</b>
<b>Informations diverses</b> .....	<b>9</b>
<b>Appendice</b> .....	<b>10</b>
. Précisions sur le sort des disparus et détenus du premier semestre	
<b>Appel à coopération bénévole du groupe Chine</b> .....	<b>12</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>13</b>
<b>Sources d'information</b> .....	<b>13</b>

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)*

## REPRESSION DES MILITANTS DES DROITS CIVIQUES

### I. BILAN DE LA VAGUE D'ARRESTATIONS DU PRINTEMPS.

À la date du 16 septembre, l'organisation China Human Rights Defenders dresse le bilan suivant des arrestations opérées depuis la mi-février :

- Sur un total de cinquante-deux arrestations, il y a eu au moins vingt-quatre disparitions forcées ; onze arrestations seulement ont été officielles.
- Sur les onze, deux ont entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ; cinq cas sont en instance de poursuites ; une personne se trouve en «résidence surveillée» à son domicile.
- Cinq personnes se trouvent dans des camps de rééducation par le travail.
- Trente-cinq ont été remises en liberté – dont vingt-deux sous caution –
- Une personne se trouve détenue pour crimes.
- Deux sont ou ont été internées en hôpital psychiatrique.
- Quatre sont illégalement en résidence surveillée, hors de leur domicile, probablement avec restrictions de mouvement et de communication.
- On est sans nouvelles de plusieurs militants.

**Pour plus de détails, voir en fin de bulletin.**

### 2. MAUVAIS TRAITEMENTS . NOUVELLES ARRESTATIONS . SORTIES DE PRISON

**19 sept. Condamnation à un an de camp de rééducation par le travail de Liu Guangbin,** pétitionnaire du district de Beita, près de Shaoyang (Hunan). Motif : sa démarche du mois de juillet à Beijing aurait «troublé l'ordre public». Il demandait restitution des terrains lui appartenant accaparés par les autorités locales. Ces dernières avaient recruté des voyous qui avaient frappé ses frères ; sa belle-sœur était morte après une altercation avec le chef de village ; sa mère était décédée après avoir été menottée lors d'une démarche devant la justice locale. *(Weiquanwang, 19 septembre)*

**14 sept. L'avocat Jiang Tianyong a raconté au South China Morning Post de Hongkong les multiples pressions exercées sur les nombreux militants** des droits de l'homme arrêtés à partir de février 2011, souvent en liaison avec le mouvement dit de la «révolution de jasmin», pour les réduire au silence (cf. nos bulletins de février à juin). Il est connu notamment pour avoir défendu les patients du SIDA victimes de transfusions sanguines et les membres du Falungong.

Arrêté le 19 février, l'avocat est le premier à oser s'exprimer en détail sur ces mesures d'intimidation. Pour être relâché, il avait dû promettre de se taire sur les épreuves subies. Il a été battu pendant les deux premières nuits de sa détention, immobilisé sur un siège quinze heures par jour dans une pièce sans lumière et interrogé sans relâche par les agents de la sécurité. Ces derniers se vantaient d'être autorisés à disposer de lui librement, y compris en violant les garanties légales.

Jiang Tianyong est resté soixante jours en prison et a dû signer huit engagements avant de recouvrer la liberté. S'il rompait ses promesses, lui fut-il dit, il disparaîtrait de nouveau et l'on s'en prendrait aussi à sa famille. L'avocat a commencé fin juin de s'exprimer sur son blog. *(South China Morning Post, 14 septembre)*

**14 sept. L'avocat Jiang Tianyong a révélé dans l'interview accordée au South China Morning Post, que plusieurs de ses confrères avaient été particulièrement maltraités.** Tang Jingling, avocat de Guangzhou (Guangdong) a été drogué au point de perdre momentanément la mémoire. Tang Jitian a été délibérément exposé à l'air froid et souffre à présent de tuberculose. *(South China Morning Post, 14 septembre)*

**14 sept. Li Wenge et Zhang Lin, militants de Bengbu (Anhui), ont été détenus dix jours par les services de la Sécurité pour «propagation de fausses rumeurs» sur l'Internet** et pour y avoir demandé la remise en liberté du militant Qian Jin, placé en hôpital psychiatrique. Zhang Lin avait accordé une interview à Radio Free Asia. Les deux hommes sont des amis de Wu Yuebao, inculpé deux jours plus tôt (voir infra). *(Weiquanwang, 15 septembre)*

- 13 sept. Libération de Guo Feixiong, après cinq ans d'emprisonnement.** Il avait été arrêté en septembre 2006 et condamné pour «activités économiques illégales» suite à la publication d'un livre sur un scandale politique survenu à Shenyang (Liaoning). Guo Feixiong avait soutenu les paysans de Taishi (Guangdong) dans leur dénonciation de leur chef de village corrompu et avait apporté une aide juridique aux militants de la secte Falungong. Les traitements et tortures subis au cours de son incarcération «dépassent l'imagination» a-t-il déclaré, confirmant ce que ses avocats et sa famille avaient déjà dénoncé. (*South China Morning Post*, 15 septembre)
- 12 sept. Inculpation pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» du militant de Bengbu (Anhui) Wu Yuebao.** Il avait été arrêté le 14 juillet pour dix jours puis placé définitivement en détention à la fin de juillet. (*Weiquanwang*, 13 septembre)
- 11 sept. On apprend la sortie d'hôpital psychiatrique du cybernaute Hu Di de Hefei (Anhui), disparu le 13 mars.** Les conditions de son arrestation et de sa détention restent imprécises. (*Weiquanwang*, 11 septembre)
- 9 sept. Condamnation à neuf mois d'internement de la militante de Beijing Wang Lihong, pour avoir «créé des troubles».** Son procès s'était ouvert le 12 août dans le district de Chaoyang. Quatre-vingts amis, journalistes et diplomates ont attendu le verdict devant le tribunal, surveillés par une soixantaine de policiers. (*Weiquanwang*, 10 septembre)
- 4 sept. Retour à son domicile de la pétitionnaire de Nanning (Guangxi) Quan Lianzhao,** détenue depuis le début de l'année dans le cadre de la répression du mouvement «Révolution de jasmin». Un autre pétitionnaire de Nanning, Li Yanjun, détenu dans deux prisons clandestines depuis le 30 août, a pu regagner son domicile le 7 septembre. (*Weiquanwang*, 7 septembre)
- 27 août Un membre du Parti démocrate interdit, Huang Xiaomin, est retourné chez lui, à Chengdu (Sichuan),** à l'issue d'une incarcération de deux ans et demi pour «rassemblement troublant l'ordre public». Dix militants s'étaient enchaînés en février 2009 pour protester contre une décision de tribunal de Chengdu jugée injuste. (*Weiquanwang*, 27 août)
- 23 août Remise en liberté de l'écrivain du Zhejiang Lü Gengsong aux termes de quatre ans de prison pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État».** La police a assigné à résidence plusieurs dissidents qui auraient pu l'accueillir à la sortie de la maison d'arrêt. Il est toujours privé de ses droits civiques et interdit de publication. Il avait publié en 2000 une Histoire de la corruption dans le parti communiste chinois. (*Human Rights in China*, 25 août)

## DÉMOCRATIE . LIBERTÉ D'EXPRESSION.

- 19 sept. Assassinat à Luoyang (Henan) du journaliste Li Xiang travaillant pour la télévision locale.** Le 15 septembre, il avait rapporté sur son blog le scandale des huiles frelatées obtenues à partir des poubelles des restaurants. (*Reporters sans frontières*, 20 septembre)
- 19 sept. Les autorités du village de Donshigu, près de Linyi (Shandong) ont empêché plusieurs militants de rencontrer Chen Guangcheng,** le juriste non-voyant assigné à résidence. Des hommes ont attaqué, frappé et volé (téléphones portables, sacs et portefeuilles) les militants avant de les expulser du district. Deux femmes, Liu Shasha et Miao Jue, ont été arrêtées brutalisées puis relâchées en plein champ. (*Reporters sans frontières*, 20 septembre)
- 17 sept. Interdiction d'un programme de la télévision de Shijiazhuang (Hebei), après une émission montrant une dispute familiale** où le fils manque de respect à son père et menace de lui intenter un procès. La chaîne reprendra ses programmes à la mi-octobre si elle en obtient l'autorisation après rectification de ses programmes, conformément aux exigences de l'Administration centrale de la

radio, du cinéma et de la télévision.

Une série de la télévision du Hunan a de même été retirée pour durée excessive, l'administration craignant que les jeunes téléspectateurs passent trop de temps à regarder une émission centrée sur leurs idoles. (*Xinhua*, 17 septembre)

- 16 sept.** **Une dizaine de personnes - dont le militant He Depu - rassemblées chez Zheng Wei, candidat aux élections de base à Beijing, ont été appréhendées par la police** et interrogées sans que les raisons de cette intervention soient fournies. Zheng Wei est resté dix heures dans les locaux de la police. (*Weiquanwang*, 16 septembre)
- 16 sept** **La pétitionnaire Xu Wanying et deux autres pétitionnaires du district de Xiangcheng, près de Xiangfan (Hubei) ont été frappés par la police à Beijing** et incarcérés dans la prison clandestine de Jiujinzhuang. Le lendemain, des envoyés de son district l'ont ramenée de force à Xiangfan, où elle est détenue, dans un local également non officiel. Xu Wanying se bat en vain depuis des années pour l'ouverture d'une enquête sur la disparition de son fils ; elle pense qu'il a été assassiné. (*Weiquanwang*, 17 septembre)
- 15 sept.** **Refus administratif du district de Dongcheng (Beijing) d'enregistrer la candidature pour les élections de base de Xu Chunliu, journaliste et cybernaute.** Motif invoqué, expressément contredit par la loi : il doit se porter candidat dans le district où il travaille et non là où il habite. (*Weiquanwang*, 16 septembre)
- 9 sept.** **Arrestation à Taiyuan (Shanxi) de neuf personnes, à l'occasion d'un «rassemblement illégal» pour commémorer la mort de Mao Zedong.** Les participants ont demandé leur mise en liberté, affirmant qu'il n'y avait rien d'illégal dans cette manifestation. (*Sing Tao Jih Pao*, 12 septembre)
- 8 sept.** **Selon le Ming Pao de Hongkong, le président de l'Assemblée nationale Wu Bangguo aurait récemment ordonné de déployer tous les efforts pour qu'il n'y ait point de candidats indépendants du parti** aux prochaines élections de base. L'objectif recherché est d'obtenir la stabilité politique pendant la session du XVIII<sup>e</sup> congrès du parti, qui commencera en 2012. Les effectifs policiers ont été renforcés pour les scrutins locaux et de district ; avec une présence accrue aux approches des bureaux de vote. (*Ming Pao*, 8-9 septembre)
- 6 sept.** **Jin Yan, épouse du militant de Changsha (Hunan) Xie Fulin, déclare que le détenu est très affaibli**, qu'il souffre d'une forte hypertension artérielle et qu'il ne reçoit aucun traitement. La police conditionnerait les soins ou la libération pour raison médicale à des aveux de culpabilité auxquels Xie Fulin se refuse. Signataire de la Charte 08, il a été condamné à six ans d'incarcération en mars 2010 pour «vol d'électricité». (*Weiquanwang*, 7 septembre)
- 5 sept.** **Refus d'enregistrement de la candidature de Xu Min dans la ville de Baiqi**, près de Shulan (Jilin), au motif que les autorités locales lui reprochent de s'opposer à la vente de biens collectifs. (*Weiquanwang*, 7 septembre)

## CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 18 sept.** **Sina, l'opérateur de Weibo, l'équivalent chinois de Twitter, annonce qu'il désire introduire un système de détection des fausses rumeurs**, parce qu'elles gênent l'action du gouvernement. Les propagateurs seraient punis et écartés du réseau. Le président de Sina n'a pas donné de détails sur le fonctionnement de ce filtre de crédibilité. (*South China Morning Post*, 19 septembre)

**Note LdH :** Il reste à définir ce qu'est une fausse rumeur. Il y a quelques années, les informations gênantes sur l'épidémie de Sida par transfusions sanguines ou sur l'épidémie de pneumonie atypique (SRAS) de 2002, ont été qualifiées de telles par le pouvoir. La liberté de circulation sur la toile implique qu'on y trouve un mélange d'informations, d'approximations et d'erreurs.



- 14 sept.** **De nouvelles difficultés empêchent les cybernautes d'accéder aux sites bloqués par la censure cybernétique chinoise** par les applications spéciales qui permettent de contourner cette dernière. Neuf provinces, outre la région du Xinjiang, sont touchées par ces nouveaux obstacles techniques. (*Weiquanwang, 16 septembre*)
- 6 sept.** **Fermeture d'un site d'enseignants qui projetait pour la journée nationale de l'Enseignement une pétition relative aux salaires et aux suppressions d'emplois du ministère de l'Éducation dans la capitale.** Une enseignante du Hebei a été arrêtée. L'organisation projetait de constituer une «association des enseignants sous contrat et des enseignants remplaçants». (*R.F.A., 6 septembre*)

## APPAREIL JUDICIAIRE. AVOCATS. CRIMINALITÉ.

- 16 sept.** **Commencée le 1er septembre, une campagne de lutte contre la grande criminalité a conduit à l'arrestation de 2.200 personnes** et au démantèlement de dix-huit gangs. Depuis 2006, la police aurait supprimé 2.100 groupes de la triade. Parmi les arrestations célèbres figure Wen Qiang, l'ancien directeur des services judiciaires de Chongqing, qui a été exécuté par injection létale le 7 juillet 2011. (*Xinhua, 16 septembre*)
- 31 août** **Diffusé sur le site de l'Assemblée nationale, un projet d'amendement à la loi de procédure criminelle porte gravement atteinte aux droits de l'homme**, en particulier à l'égard des dissidents. S'il était adopté, les individus accusés d'inciter à la «subversion du pouvoir d'État» pourraient ainsi disparaître pendant six mois et être détenus sans que la famille en soit informée ; la période d'incarcération pourrait être étendue à douze ou dix-huit mois. (*Centre d'information pou les droits de l'homme et la démocratie, 31 août*)
- 31 août** **L'avocat Wang Quanzhang n'a pu rencontrer son client, le paysan Hong Maoxuan à la prison du district de Shancheng (Henan).** Arrêté le 4 août pour «entrave au travail administratif», Hong dénonce depuis de longues années la corruption de l'administration. L'avocat craint que ce refus, renouvelé le lendemain, ait pour objet de cacher les sévices subis par son client. Celui-ci souffre de nombreuses pathologies et a perdu quarante kilogrammes en quelques semaines. Très populaire, il envisageait de se présenter aux élections locales. (*Weiquanwang, 1 septembre*)
- 29 août** **Une pétitionnaire du Shandong, Guo Nana, venue protester à Beijing le 12 août contre la démolition forcée de quartiers d'habitation et arrêtée avec son groupe le 19 août**, en est à sa quatrième prison clandestine au Guangdong. On lui reproche de vouloir prendre contact «avec des sites Internet gérés par des éléments étrangers hostiles.» (*Weiquanwang, 1 septembre*)

Voir en fin de bulletin (page 10) le bilan des arrestations du premier semestre. **Quinze avocats et juristes** figurent parmi les victimes de la répression. Ils sont tous connus par le combat qu'ils mènent pour la reconnaissance des droits civiques.

## CONDITION OUVRIÈRE. POLLUTIONS INDUSTRIELLES. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 20 sept.** **Selon le Bureau national pour la Sécurité du travail, 95% des mines d'or ne respectent pas les règles** concernant les émissions de poussière. Ces poussières entraînent des maladies pulmonaires fatales, en particulier la pneumoconiose. En 2010 furent enregistrées plus de 27.000 nouveaux cas de maladies professionnelles de tous genres. Les autorités locales se montrent peu vigilantes

à l'égard des entreprises de leur *circonscription*. Les ouvriers ont du mal à obtenir une compensation car souvent la maladie se déclare tardivement, alors qu'ils ne sont plus dans l'entreprise. (C.L.B., 21 septembre)

**17 sept. Arrêt de l'exploitation minière du groupe China Coal au Shanxi, après la mort de dix ouvriers suite à l'inondation d'une galerie** de la société Yuanbaowan dans le district de Shanyin. L'entreprise extrait 900.000 tonnes de charbon par an. Le groupe tout entier en produit 154 millions et ses profits dépassaient douze milliards de yuan en 2010. (Xinhua, 17 septembre)

**16 sept. Une note du ministère de l'Éducation révèle, pour la capitale, les difficultés des enfants de travailleurs migrants.** Quatorze mille enfants de banlieues sont privés d'école, après la fermeture de vingt-quatre établissements affectés aux migrants dans le cours de l'été pour raison de «sécurité et d'hygiène». Selon les statistiques officielles, 70% des enfants de migrants vivant dans la capitale sont scolarisés. (Xinhua, 16 septembre)

**10 sept. L'effondrement d'un échafaudage sur un immeuble de trente étages a fait dix morts et deux blessés à Xi'an,** la capitale du Shaanxi. (Xinhua, 11 septembre)

**8 sept. Un millier d'ouvriers se sont mis en grève à Haikou,** chef-lieu de l'île de Hainan, pour protester contre l'augmentation du rythme de travail dans leur usine de sous-vêtements. Leur salaire s'élève à 700 yuan (environ 80 euros) ; on promet de leur en donner 250 de plus (35 euros) si leur productivité augmentait de 40%. (Xinhua, 8 septembre)

**8 sept. Les autorités en charge de la sécurité industrielle se sont engagées, une fois de plus, à lutter contre les exploitations minières illégales,** en réaction aux deux accidents des 23 et 29 août qui ont fait treize morts et trois disparus au Heilongjiang et au Sichuan. (Xinhua, 8 septembre)

**Note LdH :** les catastrophes minières font des milliers de morts chaque année et depuis des décennies. Un régime capable de fouiller au fond des ordinateurs et de censurer les informations et les mots gênants est-il hors d'état de repérer les bâtiments des exploitations minières, leurs flux de transport routier ou ferré et les milliers de tonnes de matériaux extraits, acheminés et livrés ?

**5 sept. L'inondation de la mine Zengjiagou dans le sud-ouest de la province du Sichuan, a fait douze morts.** Il s'agissait d'une exploitation illégale. (Xinhua, 8 septembre)

## CONFLITS DE MASSE. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

**19 sept. Les protestations pendant trois jours d'affilée de cinq cents villageois de Hongxiao, près de Haining (Zhejiang) ont réussi à suspendre les activités d'une fabrique de panneaux solaires** située à Haining. L'usine rejetterait sans précaution ses eaux usées fluorées qui, après les pluies, se retrouveraient dans la rivière proche, causant la mort de nombreux poissons. Les effluents favoriseraient aussi l'apparition de cancers et de leucémie. La police a appréhendé une quarantaine de manifestants. Quatre de ses véhicules ont été endommagés.

Au total, depuis le début de l'année, 2.601 entreprises ont été déclarées polluantes pour la seule province du Zhejiang. Soixante-dix fabriques de batteries ont cessé leurs activités, sur un total de deux cent soixante-treize. (Xinhua, 19 septembre)

**4 sept. Plus d'un millier de paysans ont bloqué l'autoroute menant de leurs villages de Shuikou et Wankou,** district de Gutian, à Fuzhou, la capitale du Fujian. Ils protestaient contre la mort non expliquée de centaines de milliers de poissons de la rivière Min, entre le 28 août et le 3 septembre. Les protestataires croient que des usines d'antibiotiques sont à l'origine de la pollution et que celle-ci peut atteindre l'eau potable. (Centre d'Information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 4 septembre)

**31 août Plusieurs centaines de paysans se sont rendus au bureau des plaintes de Zengcheng** (Guangdong) pour protester contre les émissions toxiques nocturnes de l'usine Yangang située dans le village de Xinlian. Ils s'étaient plaints à plusieurs reprises sans que leurs démarches aient été prises en



compte. Les eaux de leur cours d'eau seraient noircies, nauséabondes et impropres à la consommation. (*Nanfang Dushi Bao*, 1 septembre ; R.F.A.)

## MINORITÉS ETHNIQUES

### QUESTION TIBETAINE

**30 août** **Condamnation de deux moines de la préfecture tibétaine de Aba (Sichuan) à treize et dix ans de prison** par un tribunal du district de Maerkang. Ils étaient accusés d'homicide volontaire pour avoir incité et assisté le moine Rigzin Phuntsog à s'immoler par le feu le 16 mars dernier et pour ne lui avoir pas porté secours dans les heures suivantes. Pour les mêmes motifs, un moine avait été condamné la veille à onze ans d'incarcération. (*Xinhua*, 30 août)

### QUESTION OUIGHOURE

**13 sept.** **Quatre condamnations à mort après les incidents des 30 et 31 juillet à Kashgar** (treize morts et quarante-quatre blessés) et du 18 juillet (quatre morts et quatre blessés) à Hotan (Xinjiang). Chefs d'accusation : activités terroristes, fabrication d'explosifs, meurtres et incendies. Deux autres personnes ont été condamnées à dix-neuf ans de prison. (*Xinhua*, 14 septembre)

**31 août** **La police d'Ouroumtchi (Xinjiang) a fait état de plusieurs tentatives de sabotage de l'exposition Chine-Eurasie**, tenue dans la capitale du Xinjiang du 1 au 5 septembre. Deux cents personnes ont été éloignées de la ville, selon le congrès ouïghour mondial. (*Xinhua*, 31 août ; R.F.A., 6 septembre)

**30 août** **La police a enlevé, menacé et battu le militant des droits civiques Zhang Haitao** à la veille de l'ouverture de l'Exposition Chine-Eurasie d'Ouroumtchi. Selon Zhang, la cause de ces violences serait ses protestations répétées concernant les coups qu'il aurait subis il y a un an, dans des conditions voisines et sur lesquels les autorités refusent de s'exprimer. (*Weiwanwang*, 30 août)

**Fin août** **Une organisation peu connue, le parti islamique du Turkistan, revendique la responsabilité des attaques menées les 30 et 31 juillet à Hotan et Kashgar**, qui avaient fait une quarantaine de morts. La vidéo diffusée montrerait les assaillants et un camp d'entraînement de l'organisation. À Munich, le Congrès mondial ouïghour a déclaré ne rien connaître de ce parti. (R.F.A., 8 septembre)

**27 août** **Arrestation de cinq Ouïghours à Uhosteng**, district de Kucha, près d'Aksu (Xinjiang). Ils avaient protesté dans une mosquée contre une cérémonie de salut du drapeau national, affirmant qu'il s'agissait d'une pratique blasphématoire envers l'Islam. (R.F.A., 6 septembre)

### QUESTION MONGOLE

**16 sept.** **Les deux écrivains Hada et Tumenulzii Buyanmend ont reçu le prix Hellman-Hammet 2011** «pour leur engagement en faveur de la liberté d'expression et pour leur courage face à la persécution». Condamné à quinze ans de prison en 1995 pour avoir demandé l'autodétermination mongole, Hada a terminé sa peine en décembre 2010 mais il est toujours détenu dans une prison de la banlieue de Hohhot. La police a placé en détention son épouse et son fils. Tumenulzii Buyanmend a beaucoup écrit sur la question mongole ; il s'est exilé en Mongolie en 2005 pour échapper à la censure et au contrôle chinois, puis en 2011 aux États-Unis. (*S.M.H.R.I.C.*, 16 septembre)



## HONGKONG ET MACAO

- 19 sept.** **Condamnation à trois ans de prison d'un paysan de Hongkong pour avoir brûlé en juillet le drapeau chinois** qui flottait sur Golden Bauhinia Square. Zhu Rongchang, 74 ans, voulait protester contre le non-respect des droits de l'homme et contre la politique du parti communiste. (*South China Morning Post*, 20 septembre)
- 12 sept.** **Le gouvernement du territoire a rejeté la demande d'enquête au sujet des comportements de la police, lors de la venue du vice-premier ministre chinois Li Keqiang, le 18 juillet.** Les législateurs à l'origine de la démarche voulaient savoir dans quelles conditions des étudiants ont pu être bloqués dans une cage d'escalier lors de la visite du campus. La police a détenu trois étudiants pendant une heure. Quant aux éventuels manifestants, ils ont été cantonnés dans une zone très éloignée de l'itinéraire de Li Keqiang. Un jeune portant un T-shirt se référant au massacre de 1989 a été emmené par des individus en uniforme qui ont refusé de donner leur identité. (*South China Morning Post*, 13 septembre)
- 12 sept.** **L'Association des journalistes de Hongkong demande à ses membres de se vêtir de noir le 12 septembre** pour exprimer leur mécontentement devant les empiètements croissants de la police et les restrictions qu'elle leur impose pour le travail dans les lieux publics. En représailles, les policiers ont décidé de ne pas acheter de journaux, cette même journée. (*South China Morning Post*, 12 septembre)
- 9 sept.** **Une journaliste liée à la chaîne de télévision New Tang Dynasty (proche du Falungong) a décidé d'assigner en justice la police de Hongkong** pour l'avoir détenue illégalement le 1er juillet alors qu'elle couvrait une manifestation. L'avocat et législateur Albert Ho Chun-yan, à qui elle a confié le dossier, estime que la police du territoire intensifie ses pressions sur la presse. (*South China Morning Post*, 9 septembre)

## INFORMATIONS DIVERSES

*(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).*

- 21 sept** *La modernisation des avions de combat F-16 A/B de Taiwan montre un engagement accru des États-Unis aux côtés du régime nationaliste. Depuis la venue au pouvoir de Ma Ying-jeou en 2008, les ventes d'armes américaines se sont élevées en moyenne annuelle à 5,2 milliards de dollars contre 1,35 milliard durant la présidence de Lee Teng-hui et 1,05 milliard pendant les huit ans de mandat de Chen Shui-bian, le prédécesseur de Ma Ying-jeou.* (*Central News Agency*, 21 septembre)
- 14 sept.** Les autorités chinoises annoncent le lancement d'une campagne d'élimination des huiles de cuisson illégales. Certaines d'entre elles sont obtenues par cuisson et recyclage des graisses trouvées dans les déchets des restaurants. La police aurait déjà saisi plus de cent tonnes de cette huile de poubelles. Li Xiang, un journaliste du Henan qui enquêtait sur le sujet, a été assassiné à Luoyang le 20 septembre. (*Xinhua*, 14-21 septembre)
- 11 sept.** La sécheresse continue prive d'eau potable trois millions d'individus dans la province du Yunnan et 1,5 million de têtes de bétail. (*Xinhua*, 11 septembre)
- 8 sept.** La sécheresse prive d'eau potable douze millions de personnes dans les provinces du Guizhou, du Yunnan, du Sichuan, du Guangxi et à Chongqing. Elle affecte trois millions d'hectares cultivables. (*Xinhua*, 8 septembre)
- 8 sept.** Selon le Centre chinois du contrôle des maladies et de la prévention, le nombre des suicides s'élève annuellement à 287.000, soit 3,8% de l'ensemble des décès. 75% d'entre eux surviennent en zones

rurales. Le nombre des suicides féminins dépasse de 25% celui des hommes, à l'inverse de ce qu'on observe dans les pays développés où les décès volontaires masculins sont le triple des suicides féminins. Globalement, il s'agit de la cinquième cause de mortalité ; mais le suicide vient au premier rang dans la population âgée de 15 à 34 ans. (*Xinhua*, 8 septembre)

**7 sept.** Selon les services du Commerce et de l'Industrie, 1.199 sites internet vendant des produits de contrefaçon ont dû fermer depuis novembre 2010. En outre, 6.895 ont reçu l'ordre de cesser de violer les règles de propriété industrielle. 38.446 produits ont été retirés du marché. (*Xinhua*, 7 septembre)

**4 sept.** D'octobre 2010 à juin 2011, la police a saisi treize millions de produits audio-visuels et de publications violant les règles de la propriété industrielle. À l'origine des copies illégales, 4.500 groupes rassemblant 10.000 suspects. (*Xinhua*, 4 septembre)

## APPENDICE

### Précisions sur le sort des disparus et détenus du premier semestre

(Source : Chinese Human Rights Defenders)

#### A - Trois disparus et dont on est sans nouvelles :

1. Lan Ruoyu, étudiant de Chongqing, enlevé le 27 février
2. Tan Yanhua, militant de Guangzhou, enlevé le 25 février
3. Zhang Haibo, cybernaute de Shanghai, enlevé le 20 février

#### B - Neuf individus officiellement arrêtés , condamnés et toujours en détention

1. Chen Wei, militant de Suining (Sichuan), arrêté le 20 février pour inculpé le 28 mars d'incitation à la subversion du pouvoir d'État. Participant du mouvement démocratique de 1989 ; emprisonné à plusieurs reprises
2. Ding Mao, chef d'entreprise de Mianyang (Sichuan) arrêté le 19 février, inculpé d'incitation à la subversion du pouvoir d'État. Participant du mouvement démocratique de 1989 ; emprisonné à plusieurs reprises
3. Dong Jiqin, époux de la militante et avocate Ni Yulan, disparu avec elle le 7 avril, arrêté officiellement en mai avec son épouse pour «création de troubles»
4. Gao Chunlian, instituteur de Xianning (Hubei) et militant des droits civiques, détenu depuis le 28 février, inculpé le 2 avril d'incitation à la subversion du pouvoir d'État
5. Liang Haiyi, cybernaute du Guangdong, arrêtée le 20 février à Harbin (Heilongjiang) avec son ancien époux, relâché par la suite. Inculpée d'incitation à la subversion du pouvoir d'État le 22 février
6. Ni Yulan, ancien avocate, arrêtée officiellement le 17 mai pour création de troubles, en très mauvais état physique et hors d'état de marcher à la suite des tortures subies lors de précédentes détentions
7. Wang Lihong, militante démocrate de Beijing, inculpée le 21 mars pour «création de troubles», condamnée le 9 septembre à neuf mois de prison. Autrefois médecin et active dans le mouvement de 1989
8. Xue Mingkai, arrêté à une date imprécise de février à Hangzhou (Zhejiang) pour incitation à la subversion du pouvoir d'État ; détenu à Jining (Shandong). Il était sorti de prison en novembre 2010 après dix-huit mois de détention.

9. Zhu Yufu, arrêté le 5 mars à Hangzhou (Zhejiang), accusé le 11 avril d'incitation à la subversion du pouvoir d'État. A déjà subi plusieurs longues incarcérations.

### **C - Un individu non officiellement arrêté mais maintenu en détention**

1. Wei Shuishan, démocrate du Zhejiang, arrêté le 5 mars et au sujet duquel la famille n'a reçu aucune information concernant sa détention.

### **D - Deux personnes condamnées et ayant fini leur peine**

1. Li Shuangde, juriste de Chengdu (Sichuan), détenu depuis le 24 mars, condamné le 1 juin à quatre mois de prison pour «fraude à la carte de crédit» malgré la régularisation de sa situation, remis en liberté le 22 juillet à l'issue de sa peine.

2. Ran Yunfei, écrivain et militant, arrêté le 20 février, inculpé le 25 mars d'incitation à la subversion du pouvoir d'État, remis en liberté le 9 août et placé en résidence surveillée pour six mois avec interdiction de contacts avec les médias.

### **E - Cinq condamnés a des camps de rééducation par le travail**

1. Cheng Li, artiste de Beijing, arrêté le 23 mars à l'issue d'un spectacle portant sur un «sujet sensible» ; condamné à un an de rééducation

2. Hua Chunhui, militant de Wuxi (Jiangsu), détenu depuis le 21 février pour «mise en danger de la sécurité de l'État» par ses informations sur la «révolution de jasmin» ; envoyé dans un camp de lao-jiao pour une durée imprécisée

3. Huang Chengcheng, militant de Chongqing, détenu depuis le 19 mars et condamné le 18 avril à deux ans de camp de rééducation pour avoir invité des manifestants à boire du thé au jasmin. Huang a déjà été condamné à une peine d'emprisonnement de trois ans

4. Yang Qiuyu, dissident de Beijing, détenu depuis le 6 mars, pour «création de troubles» et condamné le 14 avril à deux ans de camp

5. Yu Yunfeng, une pétitionnaire et militante de 70 ans, détenue depuis le 29 juin et condamnée à deux ans de camp sous plusieurs accusations : incitation à la subversion du pouvoir d'État, diffusion de rumeurs hostiles au parti, achat d'armes, troubles à l'ordre public

### **F - Vingt-deux victimes de disparition forcée a présent relâchées :**

1. Gu Chuan, écrivain de Beijing (19 février – 22 avril)

2. Hu Mingfen, collègue de Ai Weiwei (8 avril – 24 juin)

3. Jiang Tianyong, avocat de Beijing (19 février – 19 avril)

4. Jin Guanghong, avocat de Beijing (8-9 avril – 19 avril)

5. Li Fangping, avocat de Beijing (29 avril – 4 mai)

6. Li Tiantian, avocat de Shanghai (19 février – 24 mai)

7. Li Xiongbao, avocat de Beijing (4 mai – 6 mai)

8. Liu Anjun, militant de Beijing (18 février – 4 avril)

9. Liu Dejun, cybernaute de Beijing (27 février – 13 mai)

10. Liu Shihui, avocat de Guangzhou (20 février – 12 juin)

11. Liu Xiaoyuan, avocat de Beijing et ami de Ai Weiwei (14 avril – 19 avril)

12. Liu Zhenggang, collaborateur de Ai Weiwei (12 avril – 24 juin), victime d'une attaque cardiaque en détention

13. Liu Zhengqing, avocat de Guangzhou (25 mars – 29 avril), inculpé pour incitation à la subversion du pouvoir d'État

14. Tang Jitian, avocat de Beijing ayant perdu sa licence professionnelle en 2010 (16 février – 9 mars ?)

15. Teng Biao, avocat de Beijing (19 février – 29 avril)

16. Wen Tao, assistant de Ai Weiwei (3 avril – 27 juin)
17. Xu Zhiyong, juriste enlevé pour un jour le 7 mai, le 20 mai et le 22 juin
18. Yuan Xinting, éditeur de Guangzhou (disparu en mars, réapparu en juillet)
19. Zeng Renguang, poète Haka, militant de Beijing (22 février – fin mars)
20. Zhang Jinsong, chauffeur de Ai Weiwei, (10 avril – 23 juin, le même jour que Ai Weiwei)
21. Zhou Li, militant de Beijing (27 mars - fin avril)
22. Zhou Guilan, une pétitionnaire de Wuhan (17 avril – milieu de mai)

#### **G - Trois personnes placées en résidence surveillée hors de leur domicile, en violation de la loi**

1. Ai Weiwei, artiste et militant (début avril – 22 juin)
2. Tang Jingling, avocat du Hubei (22 février – 1 août) accusé d'incitation à la subversion du pouvoir d'État
3. Wu Yangwei, écrivain et militant de Guangzhou (1 mars – mai ?)

#### **H - Deux personnes placées en hôpital psychiatrique**

1. Hu Di, cybernaute de Beijing (13 mars – début septembre)
2. Qian Jin, militant de Bengbu (Anhui) (26 février – 29 juin)

**I - Enfin, sur trente-quatre personnes détenues de manière non officielle, treize ont recouvré la liberté ; vingt et une attendent leur jugement sans être incarcérées.**

### **APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE**

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

*Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.*

## BIBLIOGRAPHIE.

---

- Pour les lecteurs germanophones, un livre de Liao Yiwu, l'auteur des *Bas-fonds*, de *Quand la terre s'est ouverte* au Sichuan, vient de paraître cet été en Allemagne. **Fûr en Lied und hundert Lieder** (544 pp., Fischer Verlag 2011) est la traduction de ses récits de prison parus à Hongkong en 2000, témoignages poignants sur les multiples tortures physiques et morales infligées par les gardiens.

## SOURCES D'INFORMATION

---

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

**POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :**

communication@ldh-france.org en indiquant  
en objet de votre mail : «Groupe Chine».